

Désamorcer la situation entre pays limitrophes

Une réserve unissant le complexe de forêts protégées de Pha Taem et des réserves forestières du Cambodge et du Laos bénéficiera tant à la conservation de la biodiversité qu'aux relations internationales

par Yongyut Trisurat

Faculté de foresterie

Kasetsart University

Chatuchak, Bangkok 10900

Thaïlande

t 66-2-579 0176 (poste 516)

f 66-2-942 8107

fforyyt@ku.ac.th



Vue sur le Mékong: le complexe de forêts protégées de Pha Taem, objet d'un projet OIBT, est délimité par le Mékong à l'est et comprend en grande partie des forêts de mousson. Photo: E. Müller

L E COMPLEXE de forêts protégées de Pha Taem (CFPP), situé dans la province d'Ubon Ratchathani dans le nord-est de la Thaïlande, couvre une superficie d'environ 174.000 hectares et comprend quatre secteurs protégés—les parcs nationaux de Pha Taem, Kaengtana et Phu Jong Na Yoi, et la réserve naturelle de Yot Dom—ainsi que la réserve proposée de Buntrik-Yot Mon (voir le tableau et la carte). En pente douce vers le sud-est, cette zone est drainée par le Mékong, qui marque la frontière entre la Thaïlande, le Laos et le Cambodge. La zone tampon du CFPP comprend 82 villages, soit environ 89.000 habitants, mais il n'existe aucun établissement humain dans le CFPP lui-même.

Du côté laotien, la réserve nationale de conservation de la biodiversité (RNCB) de Phouxeingthong, qui s'étend sur 120.000 hectares, est adjacente à la partie nord du complexe CFPP, tandis que la forêt de Chom Ksan de 190.000 hectares est contiguë à la frontière du côté cambodgien. La zone frontalière de ces trois pays a été surnommée, en Thaïlande du moins, le Triangle d'émeraude, en raison de ses immenses étendues de forêt de mousson. On trouve dans le CFPP trois principaux types de végétation: la forêt sèche sempervirente, la forêt mélangée à feuillage caduc et la forêt sèche de diptérocarpacées, tandis que la forêt mélangée décidue prédomine dans les plaines du Cambodge et du Laos.

Lorsqu'il est envisagé de créer un CFPP, l'attention doit se porter sur l'ensemble du paysage, embrassant les aires protégées et les espaces environnants.

Il est nécessaire d'assurer au CFPP une protection spéciale qui exige une étroite coopération transfrontières. En particulier, la biodiversité dans ce complexe et dans les espaces interstitiels subit la pression croissante du braconnage et du commerce de parties de plantes et d'animaux d'un pays à un autre. Des espèces animales de grande taille telles que l'éléphant sauvage, le banteng, le gaur, le tigre et probablement le kouprey (un bovin des forêts) ne se trouveraient, paraît-il, que dans les

zones frontalières. Ce sont de grands mammifères qui ont besoin d'espaces considérables; leur survie dépend d'habitats contigus de tous les côtés des frontières et d'une protection adéquate contre le braconnage. Le CFPP compte 18 stations de contrôle où une permanence est assurée par huit gardiens de parc et 355 employés 'temporaires'; l'efficacité de la protection qu'ils assurent aux habitats et aux espèces est extrêmement limitée par la destruction d'habitats et le braconnage qui sévissent dans les zones frontalières.

Activités de projet

Le projet OIBT PD 15/00 (F) est exécuté par le département thaïlandais chargé des parcs nationaux et de la conservation de la faune et de la flore sauvages. Son objectif est de renforcer la gestion du CFPP et d'amorcer la coopération en matière de conservation transfrontières de la biodiversité entre la Thaïlande, le Cambodge et le Laos. Dans sa première phase, qui a débuté en octobre 2001 et sera terminée en septembre de l'année en cours, le projet a entrepris un processus de planification pour gérer le CFPP dans un cadre de conservation de la biodiversité transfrontières. Cela signifie la mise en place d'un système efficace d'organisation et de gestion du complexe, la collecte de données de base, l'installation d'un système d'information et d'une base de données et la mise en train d'un processus de coopération entre les trois pays.

Risques et possibilités

Un certain nombre de risques menacent l'efficacité du projet CFPP; des solutions doivent être trouvées si l'on veut que le projet atteigne ses objectifs dans les domaines de la biodiversité, de la coopération transfrontières et socio-économiques.

Menaces

Relations internationales: la gestion des réserves transfrontières exige un haut degré de coopération. Or le Laos est peu disposé à inclure la RNCB de Phouxeingthong dans l'aire de conservation transfrontières (ACTF) de la seconde

phase du projet, bien que cela ait été convenu lors de la première réunion trinationale tenue dans le cadre du projet en 2002. Le Cambodge a officiellement proposé que sa forêt de Chom Ksarn fasse partie de l'ACTF, et a même formulé une proposition de projet à soumettre à l'OIBT. Toutefois, les liens diplomatiques entre la Thaïlande et le Cambodge se sont détériorés et ont été rompus après la mise à sac de l'ambassade de Thaïlande à Phnom Penh le 29 janvier 2003, de sorte que la future participation du Cambodge à l'ACTF est maintenant problématique.

Empiètement: l'agriculture est en train d'empiéter sur la forêt dans la zone tampon hors du CFPP; défricher davantage la forêt risquerait de compromettre la viabilité de grands mammifères déjà rares. De plus, la forêt est dégradée au Laos et au Cambodge, surtout à cause de l'exploitation forestière opérant à une échelle commerciale non durable.

Braconnage: la faune braconnée et les parties de plantes cueillies sont vendues le long de la frontière des trois pays. La principale demande concerne la viande de brousse qui procure aux paysans d'importantes protéines, particulièrement au Laos, seul pays des trois qui ne soit pas Partie à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). De toute manière, un seul des onze points de passage des frontières de la région (entre la Thaïlande et les deux pays voisins) est doté d'un poste de contrôle CITES.

Capacité: tant le Cambodge que le Laos manquent de personnel à tous les niveaux pour efficacement gérer leurs zones protégées. L'accès à la formation est insuffisant, les budgets affectés à la gestion sont dérisoires et les gardiens de parc peu nombreux.

Mines terrestres: des milliers de mines ont été posées dans les années 80 et 90 le long des frontières entre la Thaïlande, le Cambodge et le Laos. Elles représentent maintenant un danger considérable pour les riverains, les gardes-parc, les chercheurs et les grands mammifères.

Possibilités

Importance internationale: le CFPP est le seul complexe forestier protégé en Thaïlande qui contienne des écosystèmes terrestres et aquatiques d'importance écologique régionale. Il existe dans cette zone des espèces rares et menacées comme le crocodile d'eau douce et le tigre. C'est sans doute aussi un refuge pour le kourprey; les scientifiques n'ont pas constaté la présence de cette espèce depuis 1988 mais quelques indices isolés donnent à penser qu'elle n'est pas encore éteinte. L'ensemble de cette zone est donc d'une grande valeur du point de vue de la biodiversité, ce qui devrait aider à lui attirer un soutien international continu.

Coopération existante: la coopération multilatérale dans cette région a été renforcée ces dernières années. Des organismes régionaux, tels que la Commission du Mékong, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont offert de servir d'intermédiaires

Description des parcs

Principales caractéristiques du complexe de forêts protégées de Pha Taem

Nom	Date de création ¹	Superficie (km ²) ²	Périmètre (km) ³	Frontière du pays en km (%) ⁴	Indice de forme ⁵	Nb postes de garde	Employés ⁶
Parc national Pha Taem	31 déc 91	353,2	242,7	63,3 (27%)	3,64	5	3/100
Parc national Kaengtana	13 juil 91	84,6	62,5	30,0 (48%)	1,92	4	2/90
Parc national Phu Jong Na Yoi	1 juin 87	697,4	215,9	93,9 (43%)	2,31	4	1/90
Réserve naturelle Yot Dom	11 oct 77	235,9	88,2	33,2 (37%)	1,62	4	1/60
Réserve naturelle Buntrick-Yot	Proposée	365,9	186,2	96,4 (52%)	2,75	1	1/15
Total		1737	795,5³	316,8 (43%)		18	8/355

Notes: ¹Royal Gazette, ²d'après SIG, ³frontière commune non comprise, ⁴longueur de la frontière du pays, ⁵périmètre/(2(π x a)), ⁶fonctionnaires/temporaires

dans le conflit entre la Thaïlande et le Cambodge et d'aider à ébaucher leur coopération au niveau de la prise de décisions. Ces organisations multilatérales et d'autres, l'OIBT par exemple, fournissent une base sur laquelle la coopération en matière de conservation transfrontières peut s'établir dans la région. Les récentes initiatives internationales concernant la gestion des aires protégées, qui préconisent à cet égard une approche en fonction du paysage et envisagent d'en étendre la portée au delà des frontières de différentes aires protégées, devraient également faciliter la tâche. Les enseignements tirés de la gestion des écosystèmes dans le complexe forestier situé dans l'ouest de la Thaïlande et conjointement mis en oeuvre par le département royal des forêts et l'Organisation danoise pour la coopération en matière d'environnement et de développement, se sont révélés d'une extrême utilité pour renforcer la gestion du CFPP.

... une plus grande coopération transfrontières à l'intérieur de l'ACTF contribuerait peut-être à intéresser davantage les organismes internationaux au déminage des zones dangereuses ...

Au niveau du projet, le conseiller technique principal et le chef de projet sont tenus en haute estime par le personnel subalterne, ce qui aide beaucoup à matérialiser les objectifs fixés. En outre, le ferme soutien de l'OIBT à l'égard des ACTF en général et du CFPP en particulier permet d'espérer en la réussite à long terme du projet, ce qui offre des possibilités d'améliorer la coopération transfrontières et de renforcer encore davantage la capacité de gestion, y compris au Cambodge si un projet OIBT y est exécuté.

Lorsqu'il est envisagé de créer un CFPP, l'attention doit se porter sur l'ensemble du paysage, embrassant les aires protégées et les espaces environnants. Il faudrait prendre en considération les couloirs de conservation entre les aires protégées existantes, et en créer d'autres là où c'est faisable. Dans un même ordre d'idées, la conservation bénéficierait considérablement de la création au Laos d'une réserve le long du parc national de Phu Jong Na Yoi de Thaïlande.

Stratégies visant à renforcer l'ACTF

Du côté thaïlandais, le projet CFPP est en bonne voie et sera consolidé par une seconde phase dont l'OIBT envisagera sous peu le financement. Il est urgent toutefois, pour assurer une gestion transfrontières plus efficace, de renforcer la coopération frontalière entre pays. Il conviendrait de faire jouer les relations



Vaste zone triangulaire

Complexe de forêts protégées de Pha Taem avec emplacement des villages du côté thaïlandais de la frontière. Illustration préparée par Y. Trisurat pour le projet de CFPP de l'OIBT à partir de données fournies par l'UICN et DoNp



Echelle à gauche 0 10 20 kilomètres

multilatérales existant dans la région pour rétablir les rapports entre la Thaïlande et le Cambodge, en invitant par ailleurs les organismes internationaux à entreprendre la coopération entre les trois pays, en particulier au niveau de la prise de décisions. Vu la réticence des autorités laotiennes à participer au CFPP, on pourrait envisager d'aborder la coopération en prévoyant des activités de collaboration 'douce' comme des programmes de formation ou des recherches effectuées en commun sur des espèces indicatrices, suivies de visites des deux côtés par des responsables des parcs.

... l'écotourisme ne s'épanouira que si les communautés locales en tirent bénéfice et participent pleinement à sa gestion.

Pour stimuler davantage la coopération transfrontières, on pourrait créer un groupe de travail spécial mixte intégré représentant les trois pays, dont la tâche serait de lutter contre l'empiétement, le braconnage et l'exploitation forestière illégale. Des organisations internationales, entre autres l'OIBT, l'UICN le WWF et la Commission du Mékong, devraient encourager le gouvernement de Vientiane à développer l'aménagement forestier durable et à réduire l'impact de l'exploitation forestière sur la biodiversité. Dans des zones reculées où l'accessibilité est limitée par la présence de mines, il sera essentiel d'engager la coopération du personnel militaire et des patrouilles de la police frontalière afin de réduire le braconnage et l'exploitation forestière illégale. En fait, on peut concevoir qu'une plus grande coopération transfrontières à l'intérieur de l'ACTF contribuerait peut-être à intéresser davantage les organismes internationaux au déminage des zones dangereuses, ce qui coûterait un montant estimé à 70 millions de dollars EU mais ajouterait considérablement au potentiel d'écotourisme et sécuriserait aussi les habitants.

Bétail

La transmission transfrontières des maladies du bétail est un gros problème dans la région et, dans certains cas, menace la biodiversité; l'aborder en tant qu'élément de l'approche ACTF

procurerait de réels avantages socio-économiques aux riverains et les allierait à la cause de l'ACTF elle-même. Des vétérinaires devraient être employés aux postes frontières pour surveiller la santé des animaux et empêcher l'entrée aux animaux malades. En outre, des zones de gestion écologique, définies selon le concept de zonage des réserves de la biosphère, devraient être créées pour délimiter des secteurs de biodiversité importante, des zones tampons et des zones de transition où l'élevage d'animaux domestiques serait autorisé.

Écotourisme

Une autre manière de susciter l'enthousiasme des populations locales envers l'ACTF—et donc de réduire l'empiétement et le braconnage—consisterait à en faire la promotion en tant que destination touristique. Non seulement une ACTF offre-t-elle d'excellentes occasions d'apprécier la nature, mais elle peut également faire vivre une expérience multinationale et multiculturelle. Le Mékong, fleuve sacré, attire des touristes de tous les coins du monde, dont les visites seront considérablement enrichies par leurs contacts avec les communautés thaïlandaises, laotiennes et cambodgiennes. Mais l'écotourisme ne s'épanouira que si les communautés locales en tirent bénéfice et participent pleinement à sa gestion.

L'approche transfrontières est indispensable

Étant donné que l'empiétement est sans doute ce qui menace le plus le CFPP, le succès du projet repose en définitive sur la nécessité de convaincre les communautés locales que la poursuite des objectifs de conservation est dans leur intérêt. Une approche transfrontières aidant à attirer un financement international, à enrayer les activités illégales, à empêcher la transmission transfrontières des maladies du bétail, à favoriser l'écotourisme et à éliminer les risques de sécurité que posent les mines, procurera une base solide sur laquelle s'établira effectivement la conservation de la biodiversité, non seulement dans le CFPP mais également niveau du paysage élargi—des deux côtés du Mékong.